



Strasbourg : Le “permis de louer” : vers une ville interdite à la propriété privée ?

Description

À Strasbourg, le droit de propriété vient de prendre une nouvelle balle perdue. À partir de mai 2026, si vous êtes propriétaire d'un appartement dans le quartier de la Gare et que vous souhaitez le louer, il vous faudra désormais... un “*permis de louer*”. Oui, un vrai. Délivré par la mairie. Et sans ce précieux sésame : interdiction de louer.

Sur le papier, la mesure est vendue comme un outil vertueux de lutte contre l'habitat indigne. En réalité, c'est une atteinte directe au droit de propriété. Une façon, pour la Ville de Strasbourg, de prendre le contrôle sur chaque bail signé et de supplanter la justice dans son rôle de régulation.

Ce que prévoit le “*permis de louer*” : un contrôle préalable du logement par des agents de la ville (conformité technique, diagnostics, etc.).

Des amendes de 5.000 à 15.000 € en cas de non-respect.

Et à terme : un pouvoir d'interdiction de louer en toute autonomie.

Autrement dit : si votre bien n'est pas dans les clous définis par la mairie, vous êtes automatiquement hors-la-loi.

Jusqu'ici, en cas d'insalubrité ou de litige, la justice tranchait, au nom du droit. Mais désormais, la mairie veut s'ériger en juge, partie, et bourreau. C'est un contournement de l'État de droit, un pouvoir discrétionnaire confié à une administration municipale.

Et attention, ce n'est qu'un galop d'essai car cette mesure ne s'arrêtera pas au quartier de la Gare. Elle pourra être étendue à d'autres zones “sensibles”, “en tension”, “à réguler”... bref, à n'importe quel quartier jugé non conforme au projet municipal.

Résultat ? Les biens seront invendables, non louables, et dévalorisés. Qui voudra acheter un appartement s'il faut supplier la mairie pour le louer ?

Certainement pas des investisseurs. Ni des petits propriétaires. Peut-être quelques futurs expropriés, ou des bailleurs sociaux miraculeusement exemptés de ces contraintes... Bizarre....

Strasbourg est déjà une ville où l'investissement devient une hérésie et avec cette énième mesure punitive, Strasbourg ajoute une couche à l'arsenal anti-propriété avec des diagnostics de plus en plus sévères (notamment DPE),

La fin des primes à la rénovation,

La suppression du prêt à taux zéro dans les zones dites tendues,

Et maintenant, un permis de louer pour contrôler le marché.

À ce rythme-là, l'investissement locatif devient une activité à but non lucratif. On demande aux propriétaires de rénover, d'investir, de prendre des risques, tout en leur retirant la liberté de louer. On transforme le propriétaire privé en suspect par défaut, et on crée un climat où seule la puissance publique a le droit de loger les gens.

Bienvenue dans la régie verte du logement contrôlé.

Et la sécurité, dans tout ça ? Barseghian préoccupée par ses rats, ses salades et surtout par le mal être de ses administrés, ne garantit même plus la sécurité des biens ni des personnes. Le deal à la sauvette explose, les violences se multiplient, les halls d'immeubles sont squattés, les écoles deviennent des zones de tension... Mais ce n'est pas grave : l'important, pour Barseghian est de poursuivre son plan Terminator jusqu'à l'extinction de toute possibilité du bien être des strasbourgeois. Punition ! Punition ! Punition !

Nous assistons à une stratégie que l'on appelle encore "politique du logement" mais qui ressemble de plus en plus à une stratégie d'étouffement ciblée : faire fuir les investisseurs, dévaloriser le parc privé, faire tomber les prix... jusqu'à ce que seuls quelques acteurs publics ou subventionnés puissent encore acheter. C'est une forme d'expropriation en douceur, version réglementaire.

Alors, à force d'emmerder les propriétaires, de criminaliser la location, et d'asphyxier l'investissement, les pouvoirs publics construisent une ville invivable.

Invivable pour les propriétaires. Invivable pour les habitants. Mais parfaitement gérable pour une technocratie verte hors-sol, qui rêve d'une métropole régulée, administrée, contrôlée, où chacun serait "logé" comme un dossier.

Strasbourg, capitale européenne ... ou soviétique ?

Le mot "Strasbourg" vient de "bourg", la ville libre, commerçante, dynamique, bourgeoise. Mais dans la version 2026 du projet municipal, ce mot pourrait bien être remplacé par "Soviet Suprême".

Plus de propriétaires. Plus d'autonomie. Juste des locataires obéissants, fichés, et éco-compatibles.

L'alsacien

Categorie

1. L'Alsacien

date créée

2 septembre 2025